

NOTE D'ORIENTATION //

AMÉLIORER LES AVANTAGES LIÉS À LA CONSERVATION ET AUX MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES COMMUNAUTÉS DE PÊCHEURS RURALES DU LIBÉRIA

Novembre 2023

CONSERVATION
INTERNATIONAL



01/ MESSAGES CLÉS

À PROPOS DE CETTE NOTE D'ORIENTATION // La présente note d'orientation présente les meilleures pratiques pour relever les principaux défis auxquels sont confrontées les communautés de pêcheurs ruraux des comtés de Sinoe et Rivercess au Libéria. Les décideurs politiques peuvent s'en inspirer pour mettre à jour les stratégies et le plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) du Libéria suite à l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) en décembre 2022. Parmi les meilleures pratiques visant à renforcer les pratiques commerciales des communautés, améliorer leurs conditions de vie et faire face à l'impact du changement climatique sur la pêche figurent la flexibilité de la gouvernance, l'implication des parties prenantes, l'inclusion des femmes et des jeunes, la protection sociale et la promotion de moyens de subsistance durables pour les communautés de pêcheurs. En intégrant ces propositions d'actions politiques dans le processus de mise à jour des SPANB, le Libéria peut améliorer la conservation de sa riche biodiversité ainsi que le bien-être et la prospérité des communautés intimement liées à ses ressources naturelles. Les messages clés sont les suivants :

- 1 La flexibilité de la gouvernance :** Plaider en faveur de structures de gouvernance adaptatives au niveau national et régional afin de répondre rapidement aux changements dans l'utilisation et la disponibilité des ressources halieutiques.
- 2 L'implication des parties prenantes :** Inclure activement les chefs de communautés et autres parties prenantes clés dans le processus d'élaboration des politiques, en encourageant une approche collaborative pour s'assurer que les différentes perspectives sont prises en compte et que les connaissances locales sont reconnues comme étant précieuses pour l'élaboration de politiques efficaces et inclusives.
- 3 L'inclusion des femmes et des jeunes :** Concevoir des politiques qui tiennent compte des responsabilités, des exigences et des capacités propres aux hommes, aux femmes et aux jeunes dans le secteur de la pêche, plaider activement en faveur de l'égalité des chances entre les sexes et impliquer les jeunes dans la prise de décisions concernant la biodiversité et la gestion de la pêche.
- 4 La protection sociale :** Promouvoir la participation des communautés de pêcheurs aux programmes de protection sociale, créer un filet de sécurité pour aider les groupes vulnérables du secteur de la pêche et veiller à ce que ces efforts soient coordonnés avec des stratégies nationales plus vastes de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.
- 5 Des moyens de subsistance durables :** Diversifier les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs en explorant d'autres sources de revenus telles que l'aquaculture, l'écotourisme et les intrants de la pisciculture, en mettant l'accent sur la promotion d'activités économiques durables qui contribuent à la fois à la conservation de l'environnement et au bien-être des communautés.



02/ INTRODUCTION

Le secteur de la pêche au Libéria est essentiel pour assurer la sécurité alimentaire des communautés côtières et intérieures, car il couvre **65 %** des besoins en protéines animales du pays. Il est également essentiel pour soutenir les moyens de subsistance et contribue à hauteur d'environ **3,2 %** au PIB du Libéria. Cependant, le secteur de la pêche est particulièrement vulnérable en raison des impacts significatifs du changement climatique et des pratiques néfastes sur les écosystèmes qui abritent les poissons.¹

Parmi les impacts du changement climatique sur les communautés côtières du Libéria figurent l'augmentation des inondations, l'érosion côtière, les ondes de tempête, l'élévation du niveau de la mer et la dégradation de l'écosystème qui en résulte, avec des effets négatifs sur la santé humaine, la pêche et le développement des communautés côtières. En outre, le Libéria est l'un des pays africains les plus touchés par la pollution marine,² due à de mauvaises pratiques de gestion des déchets, à des marées noires et à des activités de pêche illégales. Plus de **60 %** des eaux côtières du pays sont contaminées par diverses formes de polluants, notamment des déversements de pétrole et de produits chimiques.³ Cette situation a des conséquences importantes sur la biodiversité marine et, par conséquent, sur l'industrie de la pêche.

Le soutien aux communautés de pêcheurs du Libéria a un impact sur une partie importante de la population du pays, puisque **58 %** des **5,2 millions** d'habitants du pays vivent à environ 60 kilomètres de la mer. Les communautés de pêcheurs rurales, telles que celles des comtés de Sinoe et de Rivercess au Libéria, cherchent à transformer leurs pratiques de pêche et leur bien-être en renforçant leur

capacité et leur confiance à prendre des décisions qui ont un impact direct sur leurs moyens de subsistance, leurs soins de santé et les pratiques de sécurité associées à la pêche.

Les trois besoins les plus urgents des habitants de ces communautés de pêcheurs sont les suivants :

- ① Améliorer les méthodes utilisées pour la pêche ;
- ② Acquérir des équipements et des techniques de pêche améliorés pour de meilleures prises ; et
- ③ Adhérer à des pratiques durables.

Outre le renforcement des capacités de pêche et l'amélioration des pratiques de pêche, il convient de se pencher sur les questions liées à la gestion et à l'élimination des déchets au sein des communautés des comtés de Sinoe et de Rivercess. La gestion des déchets est une préoccupation partagée par les membres des communautés de ces comtés, et il est essentiel de donner la priorité à ces besoins et d'y répondre pour améliorer les conditions de vie et le développement.

Pour répondre à ces besoins, il faut fournir aux pêcheurs les connaissances et les outils nécessaires, tels que des navires de pêche, des engins et des filets de pêche modernes, afin de décourager les pratiques nuisibles et non durables telles que l'utilisation de la dynamite, qui contribue à l'épuisement des populations de poissons. Les efforts déployés pour répondre à ces besoins contribuent à la réalisation de plusieurs objectifs du CMB, notamment les objectifs 1, 4, 5, 7, 9, 10 et 11.

© Mishal Ibrahim

¹ Profil de risque climatique : Libéria (2021) : Le Groupe de la Banque mondiale. Disponible sur : https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2021-07/15917-WB_Liberia%20Country%20Profile-WEB%20%281%29.pdf

² Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

³ Selon une étude menée par l'Autorité maritime du Libéria en 2019.

03/ SOUTENIR L'ACTION POLITIQUE

LA FLEXIBILITÉ DE LA GOUVERNANCE

Il est nécessaire de faire preuve de flexibilité et d'adaptabilité dans les accords et les approches de gestion aux niveaux national et régional, en particulier en réponse aux changements rapides des pratiques de pêche et des ressources halieutiques (notamment les changements d'espèces, leur répartition, leur productivité et leur saisonnalité).

L'accord de partenariat pour une pêche durable conclu entre l'Union européenne et la République du Libéria est un exemple de flexibilité en matière de gouvernance. Cet accord vise à encourager une pêche responsable, en garantissant la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources marines. Parmi les éléments clés de ce partenariat figurent la définition des conditions dans lesquelles les navires de l'Union européenne peuvent exercer des activités de pêche dans la zone de pêche libérienne ; la promotion de la coopération économique, financière, technique et scientifique dans le secteur de la pêche afin de promouvoir la pêche durable ; l'encouragement des partenariats pour développer des activités économiques dans le secteur de la pêche qui sont dans l'intérêt commun ; et la facilitation des mesures de surveillance pour s'assurer que les conditions de l'accord sont respectées et sont efficaces, en particulier pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

En complément de ces efforts, la politique et la stratégie nationales du Libéria en matière de pêche et d'aquaculture de 2014 mettent l'accent sur la gestion durable des ressources halieutiques, le développement de l'aquaculture pour répondre à la demande locale de poisson et aux exportations, le renforcement des capacités institutionnelles, humaines et financières, et le renforcement de la valeur ajoutée, de la commercialisation et du commerce du poisson pour améliorer les devises étrangères et les possibilités d'emploi.

L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Les décideurs politiques devraient faciliter la participation active des champions communautaires et des principales parties prenantes à l'élaboration de politiques et de plans d'adaptation au climat, afin de garantir leur efficacité et de compléter les stratégies déjà en place au sein de la communauté locale. L'implication des parties prenantes implique un processus systématique d'identification, d'analyse,

de planification et de mise en œuvre d'actions visant à influencer les parties prenantes, en particulier les pêcheurs. Cette approche nécessite de cartographier les parties prenantes, de leur attribuer des rôles, de reconnaître leur influence et d'utiliser des méthodes de collaboration efficaces.

LES FEMMES ET LES JEUNES

Il est essentiel d'intégrer des considérations de genre dans les mesures et les politiques d'adaptation, en reconnaissant et en exploitant les compétences et les rôles distincts des hommes, des femmes et des jeunes dans le secteur de la pêche.

LA PROTECTION SOCIALE

Il est important d'impliquer les communautés de pêcheurs dans les programmes de protection sociale afin de créer un solide filet de sécurité pour le secteur de la pêche.

Une initiative antérieure a permis de jeter les bases d'un système national de filet de sécurité, offrant un soutien aux ménages confrontés à l'extrême pauvreté et à l'insécurité alimentaire au Libéria. Mise en œuvre par le Ministère de l'égalité des sexes, cette initiative a directement bénéficié à **10 000** ménages dans les comtés de Bomi, Maryland, Grand Kru et River Gee. Elle a également contribué au développement d'un système national de fourniture de filets de sécurité, intégrant des fonctionnalités permettant une vérification efficace de l'éligibilité, l'exécution des paiements, le rapprochement, le traitement des réclamations, ainsi que le suivi et l'évaluation. Les enseignements tirés de ce modèle seront précieux pour les initiatives futures dans des contextes similaires.

DES MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLES

Il est important d'encourager les communautés de pêcheurs à explorer diverses alternatives génératrices de revenus au-delà des pratiques de pêche traditionnelles, telles que l'aquaculture et l'écotourisme, afin d'augmenter leurs revenus et leur résilience au climat. Avant d'envisager de nouveaux moyens de subsistance, les groupes de pêcheurs doivent évaluer soigneusement la demande du marché, la faisabilité et les ressources disponibles. La recherche de soutien auprès d'agences gouvernementales locales, d'ONG ou d'experts de l'industrie peut fournir une assistance et des conseils précieux dans l'exploration et la mise en place de nouveaux moyens de subsistance.

La pisciculture, ou aquaculture, permet l'élevage contrôlé et régulier d'espèces de poissons rentables et très demandées sur le marché. En outre, les groupes de pêcheurs peuvent envisager de produire et de vendre des intrants essentiels à la pisciculture, tels que des aliments pour poissons, des alevins ou des semis de poissons. Les groupes de pêcheurs peuvent également proposer des programmes de formation et des ateliers pour former les pêcheurs en herbe, où ils peuvent partager leurs connaissances et leur expertise en matière de techniques de pêche,

de pisciculture, de transformation des produits de la mer ou de manègement des bateaux. Les communautés de pêcheurs situées dans une zone présentant des attractions naturelles telles que des réserves marines, des récifs coralliens et/ou des paysages côtiers uniques, comme Cestos et Timbo dans le comté de Rivercess, ont la possibilité de développer des activités d'écotourisme. Il peut s'agir d'excursions de pêche guidées, de plongée avec masque et tuba, d'excursions en bateau, offrant aux visiteurs l'occasion de découvrir l'environnement local.

04/ CONCLUSION

La présente note politique souligne l'importance de la flexibilité de la gouvernance, de l'implication des parties prenantes, de l'inclusion des femmes et des jeunes, de la protection sociale et de la promotion de moyens de subsistance durables pour les communautés de pêcheurs. L'intégration de ces actions politiques dans les SPANB révisés du Libéria peut contribuer à la conservation de la biodiversité tout en améliorant le bien-être des communautés qui dépendent des ressources naturelles - des contributions importantes à la réalisation du CMB.

REMERCIEMENTS

Cette note d'orientation a été élaborée par Conservation International Liberia en partenariat avec Conservation International South Africa, dans le cadre du projet « Le gouvernement et les communautés partagent leurs connaissances sur les solutions fondées sur la nature pour le développement durable, le climat et la biodiversité » (2021-2023), financé par SwedBio, un programme pour la biodiversité et le développement équitable au Stockholm Resilience Centre.

Remerciements particuliers à : La communauté locale de Sinoe et Rivercess et au gouvernement du Libéria.

